

Lignes de vie d'un peuple

LES BOLIVIENS rebelles

Frédéric Faux



HD ateliers henry dougier

LES BOLIVIENS

LIGNES DE VIE D'UN PEUPLE

Frédéric Faux

Les ateliers henry dougier, notre philosophie d'action

Nous voulons être aujourd'hui – comme hier, en 1975, quand nous avons créé Autrement et ses 30 collections – des passeurs d'idées et d'émotions, des créateurs de concepts et d'« outils » incitant au rêve et à l'action. L'un et l'autre, inséparables !

Notre démarche volontariste s'inscrit dans un regard impliqué, mais libre, sur des sociétés en mutation accélérée.

Notre ambition : raconter avec lucidité, simplicité et tendresse, la beauté et les fureurs du monde. Tout ce qui est susceptible de nous réveiller, de briser la glace entre nous, de réenchanter nos vies.

Chaque titre de cette collection est également disponible en **e-book**.

Pour en savoir plus sur les ateliers HD, ses publications, et découvrir nos bonus numériques, retrouvez-nous sur notre site Internet : **www.ateliershenrydougier.com**

Suivez nos auteurs et soyez informé de nos prochaines rencontres sur notre page **Facebook**.

SOMMAIRE

CHAPITRE I

LE RENOUVEAU IDENTITAIRE

- p. 12 ■ « Sans les États-Unis, Evo Morales ne serait peut-être pas devenu président ! »
Entretien avec Waldo Albarracín,
recteur de l'université Mayor de San Andrés
- p. 20 ■ L'Anata Andina, la garde rapprochée d'Evo Morales
- p. 25 ■ Les Cholitas de La Paz,
de l'humiliation aux concours de miss...
- p. 30 ■ Pepe Murillo, héraut de la musique traditionnelle
- p. 35 ■ Kallawayas, le retour des « sorciers » boliviens

CHAPITRE II

LE RETOUR DE LA SOUVERAINETÉ

- p. 44 ■ « Un pays plus égalitaire croît plus vite »
Entretien avec Luis Alberto Arce Catacora,
ministre bolivien de l'Économie
- p. 50 ■ Potosí, le traumatisme bolivien
- p. 56 ■ Dans les Yungas, avec les patriotes de la coca
- p. 62 ■ Les gardiens du lithium
- p. 68 ■ La marine bolivienne rêve du grand large

CHAPITRE III

LE LABORATOIRE D'EL ALTO

- p. 74 ■ « Ce que j'aime à El Alto, c'est son peuple »
Entretien avec Antonia Rodriguez,
ancienne ministre, résidente d'El Alto
- p. 80 ■ Fortunato Maldonado, pilote du Dakar,
ou les tentations des nouveaux bourgeois boliviens
- p. 85 ■ Freddy Mamani,
l'architecte qui change le visage d'El Alto
- p. 90 ■ Rolando Huanca, l'ami des quartiers
- p. 95 ■ La société des écrivains d'El Alto

CHAPITRE IV

UNE SOCIÉTÉ SOUS TENSION

- p. 102 ■ « Le référendum de 2008 a été l'un des pires moments
de tension vécu par le pays »
Entretien avec l'historienne Maria Luisa Soux
- p. 110 ■ Santa Cruz, la ville qui a inventé la mer
- p. 116 ■ La polémique du travail des enfants
- p. 122 ■ Pluie de cocaïne sur Yapacaní
- p. 126 ■ Le combat du Tipnis

DÉCLARATION D'INTENTION

Parmi les Européens vivant en Bolivie, il en est un certain nombre qui ont été littéralement envoûtés par ce pays. Dès l'adolescence, ils jouaient de la flûte de pan, rêvant de grands espaces, frissonnant déjà sous les bourrasques glacées de l'Altiplano. Devenus adultes, ils ont enfilé un poncho pour parcourir les Andes et mâcher la feuille de coca. Installés plus tard en Bolivie, y fondant une famille, ils ont vécu l'élection d'Evo Morales et vu avec fierté ce premier président indien des Amériques s'imposer sur la scène internationale.

Autant l'avouer : je ne fais pas partie de ces initiés. Ce sera peut-être la limite pour certains mais aussi l'intérêt pour d'autres, de ce livre. Car les Boliviens que j'ai rencontrés ont autant la tête dans la cordillère que les pieds dans la glaise. Ce sont les paysans de l'Anata Andina, les joueurs de charango, ou les Cholitas de La Paz, la capitale la plus fascinante du continent... Mais aussi les gamins qui triment dans les mines, les migrants d'El Alto, les trafiquants de cocaïne. Nous parlons d'un peuple, sans mer, enclavé, longtemps humilié par les colons espagnols ou par ses voisins, qui a développé ses propres défenses. Sous le mythe, les Boliviens ont une carapace, dure, parfois hermétique... J'espère que la lecture de ce livre aidera les voyageurs et les curieux à comprendre ce qu'il y a derrière.

INTRODUCTION

8 Nous allons parler d'un pays grand comme deux fois la France, peuplé de 37 ethnies, où cohabitent glaciers éternels et forêts tropicales, Altipano déserté et villes mondialisées. Quoi de commun entre un éleveur de lama aymara et un entrepreneur de Santa Cruz, un cocaleros des Yungas et un mineur de Potosí ? Rien, sauf peut-être leur histoire. Quel que soit leur milieu, leur région d'origine, tous les Boliviens ont été forgés par le même récit national : celui d'un pays qui revient de loin.

Pendant trois siècles, le Haut-Pérou colonial, comme on l'appelait alors, a été gouverné depuis Madrid, qui ne se souciait que de l'exportation vers la métropole de l'argent des mines de Potosí. L'indépendance, obtenue en 1825, ne s'accompagna pas d'une ère de paix et de stabilité. De 1879 à 1935, la Bolivie a été défaite dans une série de conflits avec ses voisins, et a perdu plus de la moitié de son territoire. Depuis l'indépendance, 160 coups d'État ont bouleversé les institutions du pays.

Sans connaître cette histoire tourmentée, faite de violences et de spoliations, il est difficile d'apprécier ce qu'a signifié l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, premier président indien d'Amérique latine. Depuis 2006, la Bolivie connaît un renouveau identitaire, analysé dans ces pages par le recteur Waldo Albarracín. Les paysans de l'Anata Andina, les Cholitas de La Paz, ou les médecins kallawayas ont tous retrouvé une légitimité qui leur avait été auparavant refusée. De nouveaux fiers de leur identité, les Boliviens ont aussi réaffirmé leur souveraineté, comme l'explique le ministre de l'Économie Luis Alberto Arce. Qu'il s'agisse de la coca des Yungas, du lithium du salar d'Uyuni ou même de cette côte pacifique qu'ils ont perdu au profit du Chili, ils ne veulent plus que d'autres décident à leur place.

Si ces changements sont partout visibles en Bolivie, il est peut-être un lieu où ils sont plus prégnants qu'ailleurs : El Alto. Cette ville nouvelle d'1,2 million d'habitants, perchée à 4 000 mètres, dominant La Paz, méritait d'occuper à elle seule une partie de ce livre. Les porteurs des plus anciennes traditions de l'Altiplano y cohabitent avec des entrepreneurs férus de course automobile, des businessmen qui commercent avec la Chine y côtoient des écrivains venus trouver l'inspiration.

La Bolivie n'est pas née avec Evo Morales mais oui, cette Bolivie surgie des urnes en 2006 est un fascinant miroir de notre monde contemporain. Un nouveau processus d'intégration nationale y est en marche, avec ses réussites... et ses tensions. Dans la tropicale et moite Santa Cruz, l'autre grande métropole, les Cambas ont toujours du mal à accepter l'autorité des Collas de La Paz. La Bolivie de 2016 est aussi un pays où les enfants peuvent travailler légalement à partir de 10 ans, où la cocaïne menace de corrompre l'appareil d'État, et où des Indiens – ceux du Tipnis – s'opposent frontalement à d'autres Indiens, au pouvoir à La Paz. Un pays apaisé, certes, mais toujours rebelle. ■

CHAPITRE I

L
E RENOUVEAU IDENTITAIRE

« SANS LES ÉTATS-UNIS,
EVO MORALES NE SERAIT
PEUT-ÊTRE PAS
DEVENU PRÉSIDENT ! »

Dans son bureau de l'université Mayor de San Andrés, la plus importante de La Paz et de Bolivie, Waldo Albarracín assume pleinement son rôle de recteur. Sur les murs, les diplômes *honoris causa* côtoient les photos prises au côté de personnalités locales ou internationales. Le téléphone sonne, les secrétaires passent, pour annoncer l'élection finalement acceptée d'un nouveau chef de département, ou une grève en cours. Une consécration finalement méritée pour celui qui fut étudiant en droit, professeur, et conseiller juridique de cette même université.

Ce parcours de notable ne doit pourtant pas faire oublier celui du militant. Waldo Albarracín a un long passé de défenseur des droits de l'homme qui n'a pas hésité à braver la prison et la torture, dans les temps de dictature, pour défendre son idéal. Président pendant douze ans de l'Assemblée permanente des droits humains en Bolivie, jusqu'à 2003, il a ensuite assumé la charge de Défenseur du peuple, jusqu'en 2008. Une fonction qui se rapproche de celle de l'*ombudsman*, défenseur des citoyens les plus vulnérables face à l'État, comme les peuples indigènes, ou les enfants.

Aujourd'hui Waldo Albarracín fait figure de conscience nationale. Les autorités peuvent faire appel à lui pour jouer les médiateurs dans un conflit social qui dégénère, comme il peut lui-même intervenir dans les médias pour dénoncer un pouvoir qui va trop loin. C'était par exemple le cas en août 2015 quand

il a protesté contre la démission forcée de journalistes opposés au gouvernement. Autant d'expériences qui font de lui un connaisseur avisé de cette identité bolivienne, si difficile à saisir.

À partir de quand peut-on parler de « peuple bolivien » ?

C'est une question compliquée, car l'histoire de la Bolivie en tant qu'État est beaucoup plus courte que son histoire en tant que territoire colonial, ou indigène. Dès la capture d'Atahualpa par Francisco Pizarro, en 1532, qui signe la fin de l'Empire inca, les Espagnols se dirigent vers le Sud. En 1535, Juan de Saavedra arrive au bord du lac Titicaca et dans la vallée de La Paz ; l'Audience de Charcas, sur le territoire actuel de la Bolivie, est fondée en 1559. En 1825, la République est proclamée. Cela fait donc à peine deux siècles de République, mais près de trois siècles de colonie. Et si l'on considère l'histoire des royaumes indigènes d'avant la colonie, cette histoire remonte au premier millénaire avant notre ère. Jusqu'à la République, il s'agit évidemment d'une histoire de soumission, les populations autochtones n'ayant aucun droit. Elles sont tout en bas de cette pyramide humaine sur laquelle trônent les Espagnols ; suivent les Criollos, enfants d'Espagnols nés en Amérique latine ; et enfin les métis. Si l'on considère que la naissance d'un peuple, c'est avant tout la naissance de ses droits, le peuple bolivien alors n'existait pas. Il n'est d'ailleurs pas plus à l'origine du nouveau régime républicain. Pour une raison simple : ceux qui mènent ce processus d'indépendance sont avant tout des Criollos, qui vont remplacer les Espagnols à la tête de cette pyramide. Dans l'Assemblée constituante de 1825 il n'y avait pas d'indigènes, ni de femmes. La constitution bolivienne, d'inspiration libérale, parle de droits, d'égalité, mais cela reste sur le papier.

La République représente le début d'un long processus historique durant lequel le peuple bolivien va peu à peu se construire, en intégrant ses différentes composantes, et qui va s'accélérer après la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est qu'en 1945 que les autorités boliviennes abolissent le *pongueaje*, le *pongo* étant une forme de servage alors encore très répandue. En 1952, le vote, auparavant réservé aux hommes, capables de lire et d'écrire, avec un certain patrimoine économique, devient universel. La révolution de 1952 est d'ailleurs l'une des étapes les plus importantes de ce processus notamment avec sa réforme agraire qui permet à deux millions de paysans d'être enfin propriétaires de leurs terres, auparavant confisquées par une oligarchie quasi féodale. Une autre étape de cette intégration ? On peut citer la première marche indigène de 1990, qui rassemble les peuples d'Amazonie voulant s'affirmer face à la majorité andine, constituée d'Aymaras et de Quechuas.

14

Quels sont les hommes illustres de ce processus historique ?

Il n'y a pas eu en Bolivie de leaders sociaux ou politiques capables d'incarner la société dans son ensemble. Cette inclusion a été menée par des hommes qui représentaient certains secteurs de la population. Par exemple, pour le secteur ouvrier, on peut citer Juan Lechín Oquendo, secrétaire général de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) jusqu'à la fin des années 1980. Il a été ministre des Mines et du Pétrole lors de la révolution de 1952, vice-président de la Bolivie, mais il a su préserver l'indépendance de son syndicat qui pendant longtemps a été le mouvement le plus organisé du pays. Face à la division de la gauche bolivienne, Juan Lechín et la COB étaient ceux qui donnaient les mots d'ordre, qui organisaient la lutte, notamment contre la dictature. Dans le secteur paysan et indien, il y eut aussi des

hommes importants comme Felipe Quispe, surnommé « El Malku », le condor, qui en 1990 a initié le mouvement guérillero Túpac Katari. Mais cette identité du peuple bolivien s'est aussi forgée avec des personnalités moins attendues. Comme Manuel Isidoro Belzu, un officier de descendance espagnole devenu président de 1848 à 1855 : ce fut un grand réformateur qui a réduit le mandat présidentiel à cinq ans et modernisé le code civil, pénal, et administratif ; il a aussi garanti l'accès à une justice gratuite pour les pauvres et était très aimé des Indiens et des métis, qui l'appelaient « tata ». Ou encore Juan José Torres, un militaire de gauche, qui a créé une assemblée populaire, une sorte de parlement parallèle ou de « soviet » bolivien justement présidé par Juan Lechín.

15

Ces exemples tentent de démentir un cliché souvent évoqué à propos de la Bolivie : celui d'un pays plongé dans l'obscurité et la servitude, et qui ne se serait réveillé qu'avec l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales... Evo Morales est d'abord dans la continuité de cette histoire car lui aussi est le représentant d'un secteur bien précis de la société. Il est à ses débuts un dirigeant « cocalero », qui se dédie exclusivement à la cause de la feuille de coca et de ses producteurs. Il devient le principal dirigeant des six fédérations de producteurs de coca du tropique de Cochabamba, et il n'a pas de concurrence dans son camp. S'il arrive à dépasser ce seul rôle syndical, c'est que nous sommes alors à un moment historique particulier. À cette époque les mines ferment, la population de l'Altiplano migre vers la région de l'Orient, et la culture de la coca explose. Les États-Unis demandent à la Bolivie de l'éradiquer car elle alimente le trafic de cocaïne. Evo Morales est alors en première ligne. Il n'est plus seulement le défenseur de la coca : il incarne la résistance à l'impérialisme nord-américain... en Bolivie, mais aussi à

l'étranger. Sans les États-Unis, il ne serait peut-être pas devenu président ! Et de fait, l'activité syndicale d'Evo Morales déborde sur la politique. En défendant la coca, il remet aussi en question l'orientation néolibérale du gouvernement, sa subordination à l'ambassade des États-Unis qui nommait directement certains ministres.

À partir de ce moment il reçoit l'appui des organisations de défense des droits de l'Homme, dont la mienne... Je l'ai sorti deux fois de prison. Il est aussi soutenu par les partis de gauche, et l'opinion, qui se sent solidaire des cocaleros. Evo est élu en 2005, porté par ce mouvement, profitant aussi de l'usure des partis politiques traditionnels lâchés par la classe moyenne. Mais pour moi, quand on parle d'identité bolivienne, la date importante est 2008, quand Evo Morales fait face à la rébellion d'une frange de la population des plaines orientales, ce qu'on appelle la région de la Media Luna. Les dirigeants de cet Orient bolivien ont utilisé un discours raciste, toute l'oligarchie blanche était contre lui. Le président a remis en jeu son mandat en organisant un référendum et il a triomphé en réunissant 67 % des voix, un résultat confirmé par les présidentielles de 2009 où il a été réélu avec un score de 64 %. À partir de ce moment il commence à devenir un leader véritablement national. Il est aidé par un facteur conjoncturel : lors de son premier mandat, le prix des matières premières avait atteint des sommets. La bonne santé de l'économie a alors permis d'intégrer de nouveaux secteurs de la population, comme les plus pauvres. La majorité sociale, pour la première fois en Bolivie, est aussi devenue la majorité politique.

Un sentiment national se définit aussi par rapport aux autres... Qu'est-ce qui différencie les Boliviens de leurs voisins ?

Ce qui caractérise le peuple bolivien, c'est sa politisation, son organisation. Ici tout le monde appartient à un syndicat, à une corporation, à une association. Quelques vendeurs de bonbons dans la rue suffisent à créer un syndicat des « dulceros ». Ici l'union fait la force. Un Bolivien sait que s'il se rend seul dans une administration, dans un ministère, personne ne résoudra son problème. En revanche s'il vient avec 100 autres citoyens comme lui, et qu'il séquestre les fonctionnaires dans leurs bureaux, il obtiendra gain de cause. On retrouve ce sens du collectif dans toute notre histoire : depuis la tradition de solidarité andine des royaumes aymaras jusqu'à la toute puissance de la Centrale ouvrière bolivienne dans les années 1960 et 1970. Ce peuple organisé, par ailleurs, a forgé ses propres instruments de lutte. Dans beaucoup de pays latino-américains, les mouvements de guérilla ont trouvé un terreau fertile, pas en Bolivie. La tentative faite par Che Guevara, qui a été tué en 1967 en Bolivie alors qu'il essayait d'y allumer un foyer guérillero en est une démonstration, comme le peu d'écho obtenu par le mouvement Túpac Katari. Plutôt que de recourir aux armes pour prendre le pouvoir, comme les Péruviens, ou les Colombiens, les Boliviens préfèrent interpellier les autorités avec des manifestations, des grèves de la faim, en barrant les routes.

17

Cette unité nationale n'a pourtant rien d'évident dans un pays métis mais divisé entre un Oriente plus blanc et un Altiplano plus indien. Un Oriente qui représente 60 % de la superficie du pays et dont la ville principale, Santa Cruz, est aussi la capitale économique du pays.

Cette coupure en deux du pays est une réalité. Il y a toujours eu en Bolivie les Cambas, les habitants de l'Oriente, et les Collas, ceux de l'Altiplano... Les Paceños à La Paz et les

Cruceños à Santa Cruz. Mais ces différences ont commencé à s'atténuer avec le référendum de 2008. Les élites de Santa Cruz, qui s'étaient posées comme les porte-paroles des habitants de la Media Luna et avaient parié sur la division du pays, sont depuis cette date affaiblies, divisées. L'autre facteur qui joue pour l'unité de la Bolivie, c'est l'interculturalité. Il y a une forte migration de l'Altiplano vers l'Oriente – avec des commerçants, des fonctionnaires, des étudiants – qui commence à faire changer les populations, et les mentalités. Dans le football, on voit aujourd'hui des joueurs de Santa Cruz qui viennent intégrer les grandes équipes de La Paz. Dans le domaine culturel, des danses de l'Altiplano surgissent au beau milieu du carnaval de Santa Cruz... Il y a encore quelques années cela aurait été impensable.

18

Peut-on parler, alors, d'un pays métis ?

La Bolivie est souvent présentée comme le pays le plus indien d'Amérique latine, avec le Guatemala... Mais il est vrai aussi que dans les enquêtes d'opinion la majorité des Boliviens se définit non pas comme Aymara, ou Quechua, mais comme métis.

Cette identité bolivienne, fruit d'une longue histoire indienne, coloniale, puis républicaine, est aussi un enjeu politique. Depuis son arrivée au pouvoir, Evo Morales veut « décoloniser » la Bolivie en promouvant une éducation indigène, les langues indigènes, une médecine indigène...

Que pensent les Boliviens de ces mesures qui les renvoient sans cesse – même si c'est pour la dénoncer – à l'époque coloniale ?

Sur ce thème, il faudrait éviter les discours extrémistes affirmant que tout ce qui vient de l'extérieur est une impureté qui peut

contaminer un monde indigène a priori « bon ». Différentes affaires ont par exemple montré que la justice communautaire, indigène, promue par Evo Morales, est aussi corrompue et bureaucratique que la justice d'État. Avant la colonie, le système punitif aymara ou inca était aussi cruel, et injuste. Il ne faut pas oublier les affres de l'époque coloniale, mais il faut aussi admettre que la Bolivie n'est pas une île... Le pays peut apprendre du monde extérieur. De toute façon, quand il y a des politiques ou des paroles trop « radicales », les Boliviens n'y adhèrent pas. J'ai pu encore le vérifier quand Evo Morales a fait une déclaration fracassante – qu'il a regretté par la suite – où il se vantait de ne pas être allé à l'université. Sous-entendu : l'université est une survivance du colonialisme espagnol. Je lui ai bien sûr répondu publiquement, en tant que recteur, mais aussi au nom de tous les Boliviens qui ont été choqués par ces mots. Evo Morales n'a pas été à l'université, il est devenu président, il a eu de la chance. Mais tous nos humbles pères de famille, qu'ils soient ouvriers, paysans, savent que leurs enfants n'auront pas la même opportunité. Ils savent que les études sont le meilleur espoir d'ascension sociale.

19

Comment faire évoluer, dans l'avenir, cette identité bolivienne ?

Il ne faut pas perdre de vue cet idéal d'intégration nationale, et comme au début de l'histoire bolivienne, cela va passer par l'acquisition de droits supplémentaires, par un renforcement de la démocratie. Par son origine sociale, par toute l'énergie qu'il met au service de son pays, Evo Morales est un dirigeant en rupture avec ses prédécesseurs qui se contentaient de lire les comptes et de profiter du pouvoir, comme des gérants d'entreprise. Evo Morales est à son bureau à 4 h du

matin, il défend les intérêts de la Bolivie, on ne peut pas lui enlever ça. En revanche, ce président, comme son gouvernement, n'offrent pas toutes les garanties démocratiques. Ils sont autoritaires, ils tolèrent la corruption, ils cherchent à contrôler les médias. Le problème est d'autant plus inquiétant que pour l'instant il n'y a aucune alternative politique face à Evo Morales et à son parti, le Movimiento al socialismo (MAS). ■

20

L

'ANATA ANDINA,
LA GARDE RAPPROCHÉE
D'EVO MORALES

Ils sont des centaines, des milliers. Pendant toute la nuit, ils sont descendus de bennes de camions, de bus couverts de poussière. Alors que le soleil se lève doucement sur Oruro, la foule continue de s'entasser dans la calle Pagador, rampe de lancement du défilé. Comme à chaque époque de carnaval, fin février, lors du jeudi qui précède les grandes célébrations du week-end, les paysans de l'Altiplano enfilent leurs habits de fête pour rejoindre la capitale départementale. C'est lors de ce rassemblement, l'Anata Andina, que l'on peut côtoyer les plus fervents partisans d'Evo Morales. Le président bolivien, arrivé au pouvoir en janvier 2006, est en effet le fruit de cette même terre. Dans son autobiographie, intitulée *Mi vida de Orinoca au Palacio Quemado* (Le Palacio Quemado est le surnom donné au palais présidentiel de La Paz) il raconte une enfance qui fut celle aussi des participants de l'Anata : « Notre maison était une petite pièce en adobe, rectangulaire, avec un toit de paille. Je me souviens qu'il y avait

une marmite en terre cuite sur le toit, avec une croix à l'intérieur, pour éloigner les mauvais esprits. Notre chambre, où nous dormions tous, mesurait trois mètres sur sept. Le sol était en terre. (...) Mes parents ont eu sept enfants, mais seulement trois ont survécu. (...) À la campagne, il n'y avait rien, tout était plus difficile. Il n'y avait pas de médecins, pas d'infirmières, encore moins un poste médical, seulement quelques guérisseurs. (...) Je ne connaissais pas les draps, les oreillers, les couvertures, que j'ai vus pour la première fois à la caserne en 1978 quand ils en ont distribué à tous les soldats. Au début je ne savais pas comment les utiliser. »

21

Comme l'écrit Ivan Canelas, journaliste qui a recueilli et mis en forme la parole présidentielle, la lecture de ce livre « est indispensable si l'on veut comprendre la culture et la vie de milliers d'enfants, d'adolescents et d'adultes qui vivent sur l'Altiplano ». De ce point de vue, il semblerait logique de décrire Oruro comme le fief électoral d'Evo Morales, et de comparer l'Anata Andina à une sorte de fête votive à laquelle le président ne saurait manquer. Mais le sens de cette procession, pendant laquelle la campagne envahit la ville, est à la fois plus profond et plus politique. Felix López Mamani est l'*amauta* de Jacha Karangas, chef traditionnel et spirituel d'une communauté indienne de l'Altiplano, et l'un des créateurs de l'Anata Andina. Un bol de soupe à la main, il attend le signal du départ au milieu des danseurs et des chanteurs qui représentent son village de Karangas. Ils portent tous les mêmes vêtements : un pantalon en laine de lama grossièrement tissé, un poncho multicolore, un chapeau de feutre orné de plumes d'oiseaux, et des sandales découpées dans le caoutchouc d'un pneu recyclé... « C'est une longue histoire, l'Anata, raconte-t-il... Quand j'étais

encore enfant les danses du carnaval comme la *morenada* et la *diablada* étaient des danses de village, j'ai grandi avec, jusqu'à ce que les bourgeois de la ville nous les volent pour les mettre dans leur défilé. Nous avons perdu ces danses, mais nous avons gardé le plus beau, l'Anata, cette procession de remerciement à la Pachamama, la déesse-terre. Nous la remercions pour la saison des pluies – *jallupacha* – et les récoltes. L'Anata a toujours été célébrée dans nos communautés, mais en 1992, à l'occasion des cinq cents ans de la découverte des Amériques par Christophe Colomb, nous avons décidé de la fêter aussi à Oruro. La première édition a eu lieu en 1993. L'Anata n'a rien à voir avec le carnaval qui finit par une procession religieuse devant la vierge et les saints, même si elle se déroule cette semaine-là. Ce n'est pas un folklore, mais l'expression de notre culture, une revendication. »

Voilà pourquoi les participants à l'Anata, la plupart le jurent, sont prêts à donner leur vie pour Evo Morales. Dans les années 1990, la Bolivie avait certes déjà été dirigée par un vice-président aymara, Victor Hugo Cárdenas Conde, polyglotte, passé par l'université. Mais par son passé, comme par son sang, le président bolivien incarne complètement cette tradition. Par ses fonctions, par son destin hors du commun, il est aussi le reflet des bouleversements vécus par les Aymaras de Bolivie. À l'image de leur président, les Indiens de l'Altiplano d'Oruro sont aussi projetés dans un monde globalisé. « Dans mon village, on vit encore de la culture des fèves, du quinoa, et de l'élevage de lamas, poursuit Felix López Mamani. Nous sommes 2 000 habitants, mais il y en a autant qui vivent à travers le monde, au Japon, en Espagne, au Brésil. Ma propre famille s'est dispersée entre Buenos Aires et les États-Unis, pour fuir

l'extrême pauvreté entretenue par les gouvernements antérieurs. Les bourgeois, occupés à remplir leurs poches, ne se sont jamais investis dans le développement du pays. Heureusement cette époque est terminée, et Evo a démontré qu'un Aymara pouvait exercer le pouvoir. »

En 1993, ils n'étaient que 17 groupes à participer à l'Anata. En 2015, on en a compté 120, soit plus de 10 000 danseurs. Chacun des représentants des seize provinces d'Oruro est venu avec ses instruments de musique – tambours, cornes, flûtes – et ses costumes, tous plus chatoyants les uns que les autres : pantalons en feutre ou en poil de lama, vestes brodées, chapeaux ornés de plumes. Beaucoup portent sur le dos un avant-goût – comme une promesse – de ces récoltes qui viennent juste d'être lancées : quelques brassées de fleurs, des guirlandes de fruits, des gerbes de quinoa. Durant l'Anata, les paysans remercient la Pachamama par leurs danses, mais aussi par le rituel de la « ch'alla », où l'alcool est abondamment répandu sur le sol. À la même époque, dans les prairies d'altitude, des fils de laine multicolores sont attachés aux oreilles des lamas. Certains groupes font d'ailleurs défiler quelques animaux, comme celui d'Orinoca, où Evo Morales a passé une partie de son enfance. « En 2014 il n'a pas pu venir à l'Anata, mais cette année il est au rendez-vous, assure Fernando Choque, professeur d'école à Orinoca. Il va même offrir un tracteur tout neuf à chacun des trois meilleurs groupes. » Fernando est évidemment très fier de l'aura qui entoure son village, et de cet Evo avec lequel il a joué d'innombrables parties de football. « Il n'est pas seul, nous sommes ses gardiens, assure-t-il. On le défendra contre tous ceux qui veulent l'abattre jusqu'à la fin de son mandat, en 2020. » Et après ? Fernando ne doute pas

que son leader aura trouvé un dauphin, ou se représentera, et que les Indiens ne quitteront pas ce pouvoir durement conquis. Le maître d'école rappelle la prophétie de Túpac Katari, chef indigène qui s'était rebellé contre les Espagnols avant d'être écartelé en 1781 : « Je reviendrai et je serai des millions ». Le cortège des danseurs s'étale maintenant sur trois kilomètres. Le public est clairsemé, bouge de tribune en tribune, se mêle au cortège. Contrairement au célèbre carnaval d'Oruro, où il faut maintenant payer ses places, l'Anata Andina est un spectacle gratuit, libre. Au fil des rues, les participants se couvrent de sueur, de poussière. Les joueurs de flûte, comme asphyxiés par leur instrument, semblent entrer dans un état extatique. La ferveur atteint son point d'orgue devant la tribune d'honneur, où Evo Morales est assis au côté de son vice-président, sans sécurité apparente, à portée de main et de regard. Les gestes se font plus amples, la musique plus forte. Les femmes osent à peine le regarder, jusqu'à ce qu'une plus courageuse, après avoir consulté ses compagnes, s'avance vers l'estrade et prenne la main du président. Un geste qui n'étonne pas Pablo Groux, ministre de la Culture jusqu'en 2015 : « Evo Morales est un président qui a grandi, qui s'est forgé aux côtés de son peuple, dans le travail comme dans la fête. Et cette fête en particulier représente le plus intime de la culture bolivienne. Pour le peuple Evo est un frère, un fils. C'est très émouvant. » Une fois, deux fois, trois fois, Evo Morales va ainsi se fondre dans le cortège, « protégé par la seule présence de son peuple ». ■